



## Sommaire

page 1	Edito:	La coopération internationale à l'ère néolibérale
pages 2-3	Projet:	Mexique : Accès aux soins et solidarité internationale dans un contexte de tensions sociopolitiques
pages 3-4	Analyse:	Amazonie équatorienne: entre crise environnementale, violence organisée et résistance communautaire
page 4-5	Projet:	Amazonie équatorienne: la CSSR est partie à la rencontre de l'UDAPT
page 6	Chronique de Gaza:	«Je ne suis plus médecin. Je suis témoin.»

*Engagée pour la santé!*

## Qui sommes-nous ?

**Histoire** - La CSS naît en 1937 lorsque des médecins suisses s'engagent aux côtés des républicains espagnols en lutte contre les fascistes. Elle organise des missions médicales en Yougoslavie pendant la seconde guerre mondiale, puis se montre très active auprès des civils victimes de la guerre du Vietnam.

**Objectifs** - Réduire les injustices sociales, politiques et économiques qui empêchent l'accès équitable, pour les populations pauvres et dominées, aux conditions nécessaires à une vie en santé.

**Valeurs** - La CSSR considère que le manque d'équité en termes de ressources pour lutter contre la maladie n'est pas une fatalité. Il est possible et nécessaire de résister aux pratiques prédatrices et dominatrices de certains pouvoirs politiques et économiques qui causent l'injustice.

**Moyens** - La CSSR se montre solidaire d'organisations locales qui travaillent pour un meilleur accès aux soins; elle soutient des projets sanitaires sur le terrain et dénonce en Suisse les injustices dont sont victimes les populations dominées.

## Edito

### La coopération internationale à l'ère néolibérale

La fermeture en juillet 2025 de l'USAID (U.S. Agency for International Development) a définitivement acté la volonté des Etats-Unis de rompre avec leur statut de plus gros donateur en matière d'aide internationale. Dans ce contexte, seuls les programmes d'aide à l'étranger s'alignant sur les intérêts des États-Unis ont été conservés, ceux-ci étant désormais gérés par le Département d'État.

Si cette décision de Donald Trump peut surprendre, tant cette agence a toujours œuvré à renforcer l'influence des États-Unis dans le monde, ces coupes budgétaires massives (dont les montants exacts sont encore inconnus) et la rapidité avec laquelle elles ont été appliquées ont néanmoins déjà commencé à avoir des effets dramatiques sur les populations dépendantes des financements américains.

Cette situation sans précédent pour la coopération internationale est d'autant plus préoccupante que d'autres pays parmi les principaux donateurs ont aussi annoncé des coupes importantes. Dès décembre 2024 (avant les Etats-Unis donc!), le Parlement suisse a par

exemple décidé de supprimer 110 millions CHF dans le budget de 2025 de la coopération internationale et 321 millions CHF supplémentaires dans le plan financier des années 2026 à 2028.

En outre, les ONG suisses sont depuis 2025 limitées dans leur utilisation des fonds fédéraux pour soutenir des projets de développement en Amérique latine. À la place, elles doivent privilégier des projets dans des régions dites «prioritaires» afin de mieux servir les intérêts de la Suisse, notamment en matière de politique migratoire.

Bien que ces coupes n'aient pas le même impact que celles des États-Unis, elles sont révélatrices d'une tendance globale au sein des pays occidentaux qui diminuent le pourcentage de leur revenu national brut alloué à l'aide au développement. Ainsi, en conformité avec l'idéologie néolibérale, de plus en plus d'ONG doivent se tourner vers le secteur privé pour se financer, où la concurrence pour obtenir des fonds est accrue.

**Timothée Binoth,**  
chargé de projet

## Mexique: accès aux soins et solidarité internationale dans un contexte de tensions sociopolitiques

Le projet que la CSSR soutient au Chiapas, Mexique, a achevé sa première année en mars dernier. Le premier rapport annuel ainsi que la visite en Suisse de la responsable du projet, Helena Blanco, ont permis de nous faire une idée des obstacles et des réussites de ce projet.

par Aude Martenot

Depuis décembre 2024, le contexte d'insécurité lié à la guerre pour le contrôle du territoire entre les deux principaux cartels de la drogue s'est amélioré au Chiapas, avec le changement de gouvernement régional. Allié à l'un de ces cartels, ce gouvernement mène une guerre contre «l'insécurité» en créant, avec l'accord du gouvernement fédéral, une force policière et militaire.

Cette milice permet également d'exercer un contrôle social très fort et les organisations locales ne peuvent pas reprendre d'activités au niveau politique (lutte contre Coca-Cola, manifestations syndicales, etc.). Ainsi, la démobilisation sociale se poursuit. Néanmoins, Madre Tierra Mexico (MTM), notre partenaire, a pu continuer à sensibiliser la population sur des thèmes de santé publique en utilisant les enquêtes réalisées par Public Eye sur les méfaits du sucre (et notamment l'impact de la multinationale Nestlé).

Cette situation de tension s'est concrètement illustrée pour notre projet par l'impossibilité de réaliser le forum de rencontre national et international de promotion de la santé, prévu cette première année, qui aurait impliqué des déplacements et une mise en danger de nos partenaires.

### La santé malgré les impacts budgétaires

Sur le plan économique, une forte inflation du peso a eu un impact direct sur le budget du projet. Ainsi, diverses activités ont été abandonnées (notamment l'achat de matériel ophtalmologique pour l'hôpi-



Soins apportés par MTM aux blessures des personnes migrantes, octobre 2024 © MTM

tal local). Néanmoins, d'autres activités ont été des réussites et se sont répliquées bien davantage que prévu. C'est le cas des actions de soins par les promoteur-ices de santé: près de 320 campagnes cette première année (contre les 50 espérées).

Les coupes budgétaires des agences de «développement» américaines affectent de nombreuses ONG au Mexique et au Chiapas, qui dépendaient de ces ressources. Les nouvelles politiques tarifaires de Trump et sa politique migratoire continuent de générer des changements et des incertitudes. La position de la DDC suisse et ses conséquences sur les exigences de la FGC vis-à-vis des projets en Amérique latine sont aussi très préoccupantes (voir notre édit).

### Solidarité avec les déplacé-es

Le Chiapas connaît une vague migratoire sans précédent, une situation qui est en train de changer depuis l'arrivée au pouvoir de Donald Trump. Cette année, les caravanes et les groupes de migrant-es ont continué d'arriver au compte-gouttes. La destination initiale de ces caravanes est d'abord Mexico. Elles poursuivront ensuite leur route vers les États-Unis.

Les conditions de marche sont extrêmement difficiles, pour ne pas dire inhumaines: températures extrêmes (jusqu'à 38° C) et fortes pluies. Les principaux problèmes que les migrant-es rencontrent sont la déshydratation, les pieds lacérés, les vêtements mouillés qui ne sont pas changés, la toux, les maux de tête et la fièvre.

Malheureusement, la population du Chiapas ne fait pas preuve d'une grande solidarité avec ces migrant·es et les autorités n'apportent pratiquement aucun soutien. Visages effrayés et affaiblis, poussant des poussettes et des fauteuils roulants: c'est à un rythme très lent (en moyenne 18 km par jour) que ces caravanes avancent vers l'inconnu. MTM a établi divers points de solidarité (de Huixtla jusqu'à Mapastepec et maintenant à Tonalá), où l'équipe médicale et les promoteur·ices de santé apportent du soutien aux marcheur·ses.

### Viva Palestina!

Le génocide du peuple palestinien, en direct et en temps réel, démontre l'échec des institutions,

des gouvernements et de la société en général, mais il n'est pas question de s'y résoudre. Les membres du projet de MTM ont choisi de

participer avec force au mouvement de solidarité avec le peuple palestinien.



Soutien au peuple palestinien, 2024 © MTM

### Analyse

## Amazonie équatorienne: entre crise environnementale, violence organisée et résistance communautaire

L'Amazonie équatorienne, symbole de vie et de diversité, est de plus en plus fragilisée par une crise multiforme: pollution pétrolière, abandon du système de santé, montée du crime organisé. Autant de menaces qui se conjuguent et pèsent lourdement sur les populations locales. L'Union des personnes affectées par les activités pétrolières de Chevron-Texaco (UDAPT), partenaire de la CSSR sur l'un de ses projets, dénonce depuis des années cette situation dramatique et accompagne les communautés dans leurs luttes quotidiennes. Mais ce combat n'est pas sans risques.

par Silvia Yañez, UDAPT, propos traduits par la CSSR

### L'explosion de la criminalité en Équateur

À l'échelle nationale, l'Équateur vit une spirale de violence. Entre janvier et juillet 2025, le nombre d'homicides a bondi de 40%, atteignant 5'268 victimes contre 3'753 l'année précédente<sup>1</sup>. En 2023, le taux d'homicides s'est établi à près de 45 pour 100'000 habitant·es, contre 26 en 2022 (et 8 en 2020), un chiffre qui place le pays parmi les plus violents d'Amérique latine<sup>2</sup>, et sur une courbe ascendante vertigineuse selon le FMI.

Si les zones côtières liées au narcotrafic concentrent une partie de

cette violence, l'Amazonie n'est pas épargnée. Dans les provinces de Sucumbíos, Orellana et Pastaza, la criminalité a doublé en lien avec l'orpillage illégal et le trafic transfrontalier<sup>3</sup>. En mai 2025, une attaque attribuée au groupe armé Comandos de la Frontera a coûté la vie à 11 militaires dans la localité d'Alto Punino (Orellana), révélant la présence active de groupes criminels dans la forêt<sup>4</sup>.

### L'Amazonie, entre abandon et pressions criminelles

La population vit sous la menace constante des extorsions appelées «vacunas»: des paie-

ments imposés par les mafias à chaque commerçant·e ou petit·e producteur·ice. Les écoles ferment, les centres de santé se vident et l'abandon étatique alimente un cercle vicieux de peur et de pauvreté.

L'UDAPT qui, en plus de dénoncer les conséquences de la politique extractive, développe des programmes de soutien sanitaire et social dans les zones les plus touchées par la pollution pétrolière avec l'appui financier de la CSSR, est devenue une cible. Ses membres, ainsi que les comités communautaires, reçoivent régulièrement des menaces de mort, des intimidations et des pressions directes. Ces menaces proviennent



Action devant la Cour constitutionnelle à Quito, août 2025 © UDAPT

autant de groupes liés au crime organisé que d'acteurs économiques locaux profitant de l'exploitation illégale des ressources.

Des leaders de l'UDAPT ont vu leur domicile surveillé, leur famille harcelée et leurs déplacements limités par crainte de représailles. Plusieurs responsables locaux ont dû quitter temporairement leur région après des campagnes de diffamation et des menaces explicites, visant à les décourager de poursuivre leur travail de dénonciation et d'accompagnement des victimes. En février 2023, Eduardo Mendúa, leader indigène et dirigeant de la Confédération des nationalités autochtones (Conaie), a été assassiné dans le jardin de sa maison.

Cette criminalisation des défenseur·ses des droits humains et de l'environnement s'inscrit dans un contexte plus large: l'impunité et l'absence de protection des leaders des mouvements sociaux en Équateur.

### Une fracture institutionnelle

Les politiques d'austérité engagées depuis 2017 ont affaibli les services publics et les forces de sécurité. Les prisons surpeuplées sont devenues des centres de commandement pour les cartels, tandis que les institutions locales manquent cruellement de moyens pour protéger la population. La pauvreté touche aujourd'hui plus d'un quart des Équatorien·nes, et un tiers des jeunes de 15 à 25 ans

sont exclu·es à la fois de l'école et du marché du travail – un terrain fertile pour le recrutement criminel<sup>5</sup>.

Face à cette double crise, environnementale et sécuritaire, les peuples de l'Amazonie équatorienne refusent de se résigner. Malgré les menaces, ils s'organisent pour protéger leurs territoires, maintenir l'accès aux soins et défendre leurs droits. L'UDAPT continue de plaider pour la justice, à s'organiser pour trouver des solutions, dénonçant à la fois la contamination pétrolière et l'abandon de l'État, tout en appelant la communauté internationale à la solidarité.

- 1) Reuters, «Ecuador homicides increase 40% through July, over 5'000 killed», 21.08.2025.
- 2) World Report 2023, Ecuador – Human Rights Watch.
- 3) Junta Internacional de Fiscalización de Estupefacientes, Informe 2023.
- 4) El Comercio, 04.07.2025, «Fuerzas Armadas recuperan el control del Alto Punino, donde fueron asesinados 11 militares» //www.elcomercio.com/actualidad/seguridad/fuerzas-armadas-recuperan-control-alto-punino-asesinados-11-militares/
- 5) «Uno de cada cuatro ecuatorianos vive en situación de pobreza» <https://www.primicias.ec/noticias/economia/ecuatorianos-vive-pobreza-ecuador-inec/>

## Projet

# Amazonie équatorienne: la CSSR est partie à la rencontre de l'UDAPT

Le projet de réparation des communautés touchées par l'extraction pétrolière en Équateur, soutenu par la CSSR, a été renouvelé pour trois années supplémentaires en juillet 2024. L'objectif de cette suite de projet est clair: amener l'État à assumer ses responsabilités et à investir dans des droits fondamentaux tels que la santé et l'assainissement des sols.

par Olivia Albertoni

L'Amazonie, l'une des régions les plus riches du pays grâce à l'exploitation pétrolière, continue de souffrir de cette extraction des ressources naturelles. Les

populations locales en subissent les conséquences, sans en recevoir les bénéfices. Selon la Ley Amazonica («loi amazonienne» approuvée en janvier 2024), l'État a l'obligation

de réinjecter une partie des profits issus du pétrole dans le bien-être des populations et la protection de la biodiversité. Pourtant, ces engagements demeurent invisibles sur



*Soins thérapeutiques à une patiente atteinte du cancer, Shushufindi, mars 2025 © OA*

le terrain. Dans ce contexte, notre projet vise également à renforcer les réseaux communautaires de santé holistique déjà établis.

Dans un environnement politique de plus en plus complexe et marqué par la violence (voir article précédent), il devient crucial de former toujours plus de leaders locaux pour rendre cette lutte durable, puissante et ancrée dans les communautés. Notre association partenaire, l'UDAPT, regroupe des habitant-es de la région, issu-es de nationalités autochtones, de communautés rurales et des petites villes pétrolières. Elle milite activement pour améliorer les conditions de vie des personnes vivant dans ces zones. Les projets qu'elle mène sont variés et touchent plusieurs domaines cruciaux: la création de filtres à eau pour fournir une eau propre et réduire les effets des pluies acides, l'éducation à la prévention sanitaire à travers une alimentation saine et non contaminée, ainsi que la création d'espaces de parole pour les femmes.

L'UDAPT organise également des formations juridiques pour permettre aux habitant-es de connaître et défendre leurs droits fonda-

mentaux, ainsi que des actions de mobilisation pour dénoncer l'inaction de l'État. Elle mène aussi des recherches scientifiques pour documenter les impacts de la pollution (l'entreprise nationale PetroEcuador continue de prélever du pétrole) et des piscines de pétrole abandonnées par Texaco (la multinationale ayant exploité le pétrole durant 60 ans avant de se retirer). L'UDAPT développe également un réseau de thérapeutes communautaires. L'objectif de ces actions est de former des comités de réparation dans un maximum de quartiers, villages, communautés et nationalités dans les cantons d'Orellana et de Sucumbíos.

santé de leur région. Nous espérons pouvoir aider nos partenaires, tant sur le plan économique que juridique, dans l'évolution de ce projet. «Tant que l'État ne nous entend pas, nous continuerons de demander de l'aide internationale», affirme Pablo Fajardo, avocat de l'association équatorienne.

- 1) Il y a également quelques hommes, mais en très large majorité ce sont des femmes qui participent au projet.



*Comité de réparation, discussion, province de Coca, mars 2025 © OA*

Depuis bientôt dix ans, la CSSR a rejoint l'UDAPT dans cette lutte sociale au travers de la mise en place d'un accès aux soins, aux côtés d'une vingtaine de femmes<sup>1</sup>: mères, sœurs, filles, amies, ou elles-mêmes combattantes du cancer. Ensemble, elles incarnent la résistance et la dignité d'un territoire blessé. A l'occasion d'une visite sur le terrain en mars 2025, nous avons rencontré ces femmes, plus déterminées que jamais à faire reconnaître les graves défaillances du système de



## «Je ne suis plus médecin. Je suis témoin.»

*A Genève, chaque mardi de 18h à 19h a lieu un rassemblement pour Gaza et la Palestine, organisé par le CUP (Collectif Urgence Palestine). Fin juin 2025, un participant a lu le texte reproduit ci-dessous, envoyé par le médecin Ezzideen Shehab.*

«Il fait à nouveau nuit. Cela signifie que les drones sont de retour. Le son n'est plus un son. C'est une présence, comme la folie qui bourdonne au-dessus de votre tête. J'écris à la lueur de mon téléphone. Mes mains empestent l'antiseptique, le sel et quelque chose que je ne nomme pas.

Il n'y a plus d'hôpitaux dans le nord. Plus de salles. Plus de lits. Même pas de murs. Seulement cet endroit que nous appelons une clinique: un corps mi-corps, mi-fantôme de médecine, accroché à la vie comme ceux qui y entrent.

Et ils arrivent. Ils marchent, certains pendant plus de trente minutes, à travers les décombres, le silence et la fumée, juste pour une bande de gaze, un mot, une chance. Ils ne viennent pas chercher la guérison. Ils viennent parce qu'il n'y a plus d'autre endroit où saigner.

Aujourd'hui, une femme est venue. Trente-sept ans, mais elle se déplaçait comme si elle était déjà morte deux fois. Ses mains, Dieu me pardonne, semblaient avoir traversé une fournaise. Fissurées. Saignantes. De l'eczéma? Oui, de l'eczéma, ai-je dit comme un idiot. Mais qu'est-ce que l'eczéma quand la mer est devenue votre évier de cuisine?

Elle m'a dit qu'elle lavait son linge et sa vaisselle à l'eau de mer. Et du dentifrice. Non, pas

de métaphore. Pas de poésie. Du dentifrice. Parce que le savon coûte plus cher que la vie ici. Parce qu'elle vit dans une tente dressée entre la mort et le prochain missile.

Je lui ai dit que je lui donnerais de la crème. Je l'ai dit doucement, comme un mensonge qu'on murmure à un enfant. J'avais envie de crier. J'avais envie de l'attraper par les épaules et de crier: «Tu mérites un foyer. Tu mérites un évier. Tu mérites des mains propres.»

Mais mes propres mains ne sont pas propres. Je n'ai pas crié. Je lui ai tendu la crème et j'ai détourné le regard. Je ne suis plus médecin. Je suis témoin. Du lent meurtre de la dignité. D'un pays où la médecine est une cruelle plaisanterie et où la survie est un péché. Comment soigner un corps quand c'est l'âme qui saigne?

La mer devrait purifier. Mais ici, elle ronge. Même la mer est lasse de la miséricorde. Et Dieu? Il doit pleurer, comme nous tous. Ce soir, je vais m'allonger et imaginer un monde où je n'aurais pas à m'excuser auprès de chaque patient d'être humain. J'imaginerai un monde où donner de la crème à quelqu'un ne serait pas une humiliation. Mais je ne dormirai pas. Personne ici ne dort vraiment. On ferme les yeux et on attend le prochain cri...»

**Texte recueilli par Viviane Luisier**

### Contacts

Centrale Sanitaire Suisse Romande, 15 rue des Savoises, 1205 Genève – Tél: +41 22 329 59 37  
info@css-romande.ch – www.css-romande.ch **Versements** IBAN CH67 0900 0000 1706 6791 8

### Bulletin

**Edition:** Centrale Sanitaire Suisse Romande **Comité de rédaction:** Olivia Albertoni, Timothée Binoth, Viviane Luisier, Aude Martenot, Jean-Marc Richard, Luisa Sanchez Gonzalez

**Tirage:** 1200 exemplaires **Parution:** 4 numéros par an **Abonnement de soutien:** 20 CHF par an